

Les communistes vont-ils changer la Chine ?

L'empire du Milieu sous le feu des mouvements sociaux

jeudi 30 octobre 2008, par [ROCCA Jean-Louis](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2008).

A la veille des Jeux olympiques, le président chinois Hu Jintao et son premier ministre Wen Jiabao ont multiplié les arrestations et les assignations à résidence. La peur d'un esclandre politique en pleine fête sportive active leur énergie répressive. Pour autant, on ne saurait réduire l'évolution du pays à ces actes. Des dizaines de milliers de protestations prennent corps. Confronté à une sorte de semi- institutionnalisation des mouvements sociaux, le Parti communiste chinois cherche à renouveler son rôle.

Sommaire

- [Une « démocratisation conserva](#)
- [Ni révolutionnaires ni disside](#)
- [Réformer pour garder le \(...\)](#)
- [Vers un parti de « classes \(...\)](#)

Du congrès du Parti communiste chinois (PCC) en octobre 2007 aux préparatifs des Jeux olympiques, en passant par le traitement de l'« affaire tibétaine », on ne peut pas dire que la Chine ait donné une image nouvelle de son système politique. Ce conservatisme « d'en haut » contraste pourtant avec l'ampleur, la fréquence et la nature des mouvements sociaux qui éclatent dans le pays. On assiste en effet à une semi-institutionnalisation de la protestation ; celle-ci ne résulte pas d'une pression sociale extérieure au Parti, mais de l'action d'individus et de groupes situés à l'intérieur même du « système ». Pareille inflexion oblige à sortir du cadre habituel de l'analyse politique, qui oppose souvent un « pouvoir » tout-puissant dont les pratiques sont tortueuses et sans scrupules à une « société » alternativement perçue comme atone ou au bord de la révolte.

Entre 2002 et 2006, près de douze millions de personnes ont adhéré au PCC. Quelles raisons les poussent à faire ce choix ? Pour les uns, cadres du Parti et de l'administration, la question paraît sans objet : c'est un moyen d'accéder à une fonction, puis d'accumuler du pouvoir. Pour d'autres, les motivations sont diverses. « *Si je veux monter en grade, il faut que je passe par cette formalité* », explique un enseignant. Dans une des grandes universités du pays, on dénombre 80 % de professeurs communistes. Pour autant, prendre sa carte ne garantit pas l'ascension sociale. Le réseau relationnel, la réussite pro-fessionnelle, voire l'enrichissement, y conduisent plus sûrement.

Un secrétaire du Parti d'une institution publique attend depuis longtemps une promotion au rang supérieur alors que son adjointe, mariée à un haut cadre d'une autre institution, vient de l'obtenir en dépit de qualités professionnelles contestées. De la même manière, le fils d'une très riche femme d'affaires non membre du Parti est parvenu à introduire son propre fils, pourtant dépourvu de diplôme malgré trois années passées sur les bancs d'une université étrangère, dans la haute hiérarchie d'une entreprise publique.

Dans le milieu intellectuel, adhérer au Parti peut garantir une certaine tranquillité d'esprit. Ainsi, pour un journaliste, « *être au Parti permet une plus grande liberté de parole* », selon la réflexion de l'un d'entre eux. Le paradoxe n'est qu'apparent : la personne cooptée accède à un cercle restreint où les discussions sont plus libres. Cette perception renvoie précisément au thème de la « démocratisation du Parti » abordé lors du XVII^e congrès.

Une « démocratisation conservatrice »

On peut voir dans ce slogan la pirouette rhétorique d'une organisation qui, à défaut de démocratiser réellement la société, propose un énième ersatz de libéralisation. Pourtant, le discours officiel traduit un ensemble de réalités diverses. A commencer par une réflexion entamée voici quelques années dans les écoles du PCC. L'enjeu de ce scénario de la « démocratisation conservatrice » n'est pas mince : comment conserver le pouvoir (intérêt personnel) et garantir la stabilité (intérêt collectif) tout en créant un espace d'expression et de choix politique ?

La constitution, à l'intérieur même du parti, de « tendances » permettrait d'articuler les différents milieux sociaux. Le PCC monopoliserait toujours le pouvoir, mais à la manière du Parti libéral-démocrate japonais de l'après-seconde guerre mondiale — l'exemple est cité explicitement. Ou, comme en Europe et aux Etats-Unis, au sein d'un système de pouvoir animé par deux grands partis qui, s'accordant sur l'essentiel, font prévaloir le consensus sur le conflit, et donc la stabilité. La démocratie à l'intérieur du cercle des élites permettrait de réformer le régime tout en évitant l'instabilité politique.

Depuis 2002, les dirigeants ont accentué cette inflexion. Le choix de slogans tels que « *la société harmonieuse* », « *la petite prospérité* » ou, plus récemment encore, « *la science du développement* » témoigne d'une légitimation des demandes de la « société ». A ce geste symbolique s'ajoutent des mesures concrètes : extension limitée mais réelle des systèmes de sécurité sociale, atténuation du fardeau fiscal des paysans, contrôle, qui se veut moins brutal, des migrations et des mouvements sociaux.

Derrière une façade d'immobilisme, le « gradualisme » réformateur modifie les grands équilibres politiques. Certes, il n'est pas question d'organiser des élections à court ou à moyen terme : la « démocratisation du Parti » consiste en une série d'expériences restreintes faites pour cantonner la réforme dans un cadre étroit. De même que la démocratisation des campagnes, déjà ancienne, avait limité son impact aux questions internes au village, la démocratisation du Parti circonscrit l'espace de discussion et de contestation à un public choisi de gens responsables. Dans les deux cas, il s'agit d'éviter tout dérapage.

Assurément, le scénario de la démocratisation conservatrice fait pâle figure à côté de ce que l'on appelle la « deuxième vague démocratique » (après la seconde guerre mondiale) ou de la troisième (celle des pays de l'ex-bloc de l'Est). Mais il soutient la comparaison avec la « première vague démocratique », celle des pays d'Europe de l'Ouest : tout le questionnement politique des élites du XIX^e siècle s'articulait autour de la contradiction entre une démocratisation perçue comme inéluctable, voire souhaitable, et la frayeur qu'elle suscitait chez les « dominants » [1]. Alexis de Tocqueville loue le peuple (l'honnête citoyen raisonnable) mais honnit la populace (la foule, les masses, les révolutionnaires) [2]. Si les grands systèmes démocratiques ont germé sur la peur de la révolution, la crainte de voir surgir des urnes de mauvais dirigeants (démagogues, mais aussi leaders dépourvus d'expérience et de connaissances) a longtemps empêché toute avancée radicale dans ce domaine.

La problématique chinoise est identique, si ce n'est que le désordre y remplace la révolution. Les

élites cherchent la formule permettant de démocratiser sans heurt, tout en garantissant au pays de « bons » dirigeants. « Quelle est la situation la plus dangereuse ?, résume un cadre chargé des élections villageoises. Une société instable privée d'expression par les urnes — instable en partie parce que privée d'expression —, ou une société en désordre à cause des urnes ? » La classe dirigeante et la plupart des communistes s'emploient à éviter ces deux écueils.

Souvent moquée, parfois par les Chinois eux-mêmes, la « démocratisation » n'est pourtant pas une simple vue de l'esprit. A côté de la contestation sociale, ou plutôt derrière, se profilent des formes d'action politique portées par des membres du Parti. Avocats, députés, fonctionnaires, professeurs, responsables d'« organisations de masse » (Fédération des femmes, syndicat), entrepreneurs sont présents dans les médias et les organisations non gouvernementales (ONG), mais aussi dans les coulisses du pouvoir, pour défendre des catégories sociales qu'ils jugent bafouées. Les uns donnent des cours de droit aux migrants venus des campagnes [3] ou publient des articles faisant le lien entre mouvements de protestation et injustices sociales, contestation et défense des droits. D'autres soutiennent, voire financent, des initiatives en faveur des pauvres ou des expulsés. D'autres encore défendent le patrimoine ou l'idée d'une redistribution des ressources de la croissance.

Ni révolutionnaires ni dissidents

Certaines personnalités apportent, depuis quelque temps, leur appui aux associations de propriétaires d'appartement en butte aux malversations opérées par les promoteurs et des régies d'immeubles qui ne manquent pas d'accointances avec les autorités locales. L'enjeu est de taille : il s'agit de la reconnaissance des droits de la « classe moyenne » à jouir de ce qu'elle définit elle-même comme son fondement, la propriété immobilière. Dans les grands ensembles de Pékin, l'élection de représentants des propriétaires est devenue obligatoire. Les autorités locales n'ont pas tardé à trouver des parades pour vider ces élections de leur sens, mais la réforme marque néanmoins une reconnaissance des droits des propriétaires. Enfin, des journalistes dénoncent des scandales liés à la pollution, ou les mauvais traitements infligés aux migrants ou aux paysans et urbains expropriés. Ce nouvel activisme doit beaucoup à l'inflexion élitiste de la composition du Parti, avec une proportion croissante de jeunes, d'hommes d'affaires et de diplômés du supérieur (lire ci-dessous « Vers un parti de “classes supérieures” »).

Ni révolutionnaires ni dissidentes, ces personnalités ont souvent en commun un passé « militant ». Agées d'une cinquantaine d'années, les plus en vue d'entre elles ont connu les grands mouvements politiques de l'époque maoïste (révolution culturelle, envoi des jeunes instruits à la campagne) ainsi que les phases de contestation du régime (notamment 1979 et 1989). Elles maîtrisent aussi bien la langue officielle que la grammaire de sa remise en cause. Ayant goûté à toutes les répressions, elles n'ont plus guère le sens du sacrifice. On les retrouve dans tous les secteurs du pouvoir. Et l'on se surprend à découvrir des affinités entre des individus qui occupent des positions très éloignées — dans le domaine artistique et l'administration, le champ académique et les affaires —, mais qui se sont croisés à l'époque maoïste.

Ainsi M. Zhang, jeune instruit envoyé à la campagne et aujourd'hui directeur d'un des bureaux administratifs d'une grande municipalité [4], est-il resté lié à un artiste célèbre avec qui il a passé trois ans en Mongolie. Plus étonnant, un ancien garde rouge reconverti dans les affaires entretient les meilleures relations du monde avec un de ses anciens adversaires. De cette expérience, ils ont gardé une sensibilité, des réflexes et un langage communs. « *Nous sommes beaucoup à être revenus à la fois du mythe révolutionnaire et de la croyance dans la démocratie et les élections, dit un intellectuel de renom. Tout cela est dangereux, il faut trouver une voie moyenne.* »

Leur trajectoire conduit ces « démocrates conservateurs » à penser la réforme politique en termes d'évolution vers un mécanisme garantissant à la fois l'ordre, la reproduction des élites et une forte dose de mobilité sociale. En accord avec le discours officiel, ils prônent un renforcement des lois, notamment pour garantir les droits fondamentaux des catégories défavorisées ou en difficulté : personnes expropriées de leur logement ou de leurs terres, migrants exploités, urbains appauvris par les réformes, propriétaires de logement en lutte contre les gestionnaires et les promoteurs immobiliers, résidents protestant contre la pollution de l'air ou des cours d'eau...

L'idée est d'aménager des canaux légaux d'expression du mécontentement et d'apprendre aux protestataires à utiliser l'arsenal légal pour contrer les agissements des hommes d'affaires et des bureaucraties locales. L'affirmation des catégories sociales (propriétaires, expropriés, pauvres, migrants), doit passer par une protection de leurs droits (weiquan).

Aucun « réformateur » ne se risque à franchir la ligne jaune de la contestation du régime. « *Le temps des révolutions est terminé, disent certains, il ne faut plus intervenir dans la politique.* » « *Il faut éviter toute confrontation directe avec le régime* », précisent les autres. Leur choix n'est pas entièrement tactique. Pour une part, ces « militants » appartiennent au système. Et, plus précisément, à des groupes sociaux que les réformes économiques ont favorisés : techniciens, cadres de grandes entreprises, hommes d'affaires, enseignants. Tout autant que les dirigeants, ils cultivent le goût de la stabilité et craignent de perdre des avantages d'autant plus précieux que tardivement obtenus. Néanmoins, leur action témoigne d'un certain courage et implique de la discrétion : leur statut, sinon leur liberté, pourrait en pâtir.

Réformer pour garder le système

Mince, l'impact de ces luttes n'est pas pour autant négligeable : l'image des migrants s'est considérablement améliorée dans l'opinion, et le non-paiement de leurs salaires se fait plus rare ; les recours contre les mauvais traitements augmentent ; la prise de conscience des problèmes de pollution est indéniable ; les intérêts des propriétaires d'appartement commencent à gagner une certaine légitimité. Quoique modeste, ce bilan surclasse cependant celui de la dissidence ; laquelle n'a guère d'influence, tant en raison du faible soutien populaire dont elle jouit que de la répression dont elle souffre.

Les ennemis du courant « réformateur » ne se trouvent ni au gouvernement ni au Parti : ce sont tous ceux qui, dans les administrations, les entreprises, les universités, veulent continuer à profiter du régime tout en refusant de donner un cadre (juridique, formel, légitime) à leurs prérogatives. Ils n'ont pas compris que le mode de gouvernement doit évoluer et intégrer tout ou partie des aspirations sociales, s'ils veulent éviter... de perdre le pouvoir.

L'apparition de nouvelles couches sociales, regroupées sous le terme commode mais confus de « classes moyennes », constitue une autre pièce de ce « puzzle » politique. On compte en leur sein de nombreux communistes. Bénéficiaires d'un niveau de revenu leur permettant de posséder une maison, une voiture, de voyager, bref de « profiter de la vie », ils manifestent une attitude politique ambivalente.

D'un côté, ils critiquent l'enrichissement fondé sur les rémunérations illégales ou sur les « privilèges » (tequan) de l'origine familiale, alors qu'eux-mêmes ne peuvent compter que sur leurs mérites et leurs salaires lourdement frappés par l'impôt. Ils sont favorables à une extension de la protection légale des intérêts individuels et à une large démocratisation des libertés d'expression, d'association et d'entreprise.

De l'autre, ils s'opposent à la mise en place d'élections, source potentielle, d'après eux, de troubles sociaux, de violence et de fragmentation politique. « *Qui peut nous garantir que les dirigeants issus d'un scrutin seraient meilleurs que ceux qui gouvernent la Chine actuellement ?* », tel est en substance leur message. Les membres de ces nouvelles couches sociales soulignent l'importance de la contribution des migrants à la prospérité actuelle et soutiennent les mesures susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Mais ils insistent aussi sur la nécessité de « civiliser » ces paysans avant de leur concéder la citoyenneté urbaine [5].

Ce nouveau contexte politique constitue une forme de réponse aux contradictions majeures de la société. Le rythme effréné de la croissance et la montée en puissance des intérêts sociaux qui l'accompagne génèrent des frustrations et des désirs qui ne peuvent plus être satisfaits que par... la croissance. La promesse perpétuelle d'un mieux-être futur ne suffit plus : on exige des garanties plus solides.

A cette situation, les courants politiques apparus depuis les années 1990 n'apportent pas de réponse adéquate. Le retour à la « tradition », qui prend la forme d'une régénération du confucianisme, ne s'accorde guère avec cette croissance et contredit le désir d'expérimenter de nouveaux styles de vie. La nébuleuse de groupes et de personnes que l'on nomme en Chine la « nouvelle gauche » peut séduire par ses références au renouveau national, mais sa volonté de recollectiviser l'économie et de revenir à l'égalitarisme ne rencontre guère d'écho dans une population acquise aux délices de la vie moderne. Quant au libéralisme politique, il est souvent perçu tant par les intellectuels que par les Chinois de la rue comme porteur d'un nouveau chaos de type « Tiananmen ».

Le nouveau courant, tout aussi diffus que les précédents, adopte un point de vue différent. Il ne cherche pas à promouvoir une recette, qu'elle vienne du passé ou du monde extérieur, mais entend trouver une solution à l'impasse de la croissance. Pour lui, le mécontentement social s'accroît car il ne dispose pas de canaux d'expression légitimes. De même, l'ascension sociale se grippe en raison du rôle joué par le capital social et politique dans la réussite. Si un retournement de la conjoncture économique privait la population de sa foi dans un avenir meilleur, ces frustrations risqueraient d'aboutir à une explosion politique.

Comme le note le sociologue Chen Yingfang, « *si, dans une société, les couches moyennes urbaines, qui disposent d'une capacité d'action légale et d'une rationalité politique, n'ont pas les moyens de défendre efficacement leurs intérêts, ou si le pouvoir vient systématiquement empêcher cette expression en utilisant la loi ou l'action politique, voire la violence ou la menace, alors les citoyens peuvent choisir l'action révolutionnaire. Une option plus coûteuse en termes de subversion sociale et de risques politiques [6].* ».

Pour en conjurer le spectre, le nouveau courant propose de faire converger des forces impliquées dans les mouvements sociaux et les activités associatives. Ensemble, elles pourraient modifier les flux de mobilité sociale sans entrer dans le champ politique. Il s'agit de forcer l'Etat, et surtout les administrations locales, à adopter des politiques sociales et des mesures de protection juridique. Pour un ancien professeur reconverti dans les affaires, « *la société est la seule force capable de moderniser le pays et d'accroître les marges de liberté et de justice sociale* ». La tactique n'est pas sans lien avec les analyses d'économistes appelant à un accroissement de la demande intérieure par une augmentation des revenus des moins favorisés et une « sécurisation » des conditions de vie, propres à stimuler la consommation [7]. On comprend alors que le discours puisse plaire aux dirigeants du pays. Une société mieux écoutée, aux institutions modernisées, garantirait la pérennité de leur pouvoir.

Fort peu révolutionnaire, un tel projet permet d'esquiver la question d'un changement de régime, et renforce donc le PCC. Liant étroitement les options politiques aux intérêts individuels, il préserve de

l'aventurisme et de la répression, tout en laissant un espace au social. Néanmoins, il coïncide indéniablement avec les évolutions sociologiques du pays. Les couches sociales les plus actives — ces fameuses classes moyennes — se montrent de plus en plus décidées à défendre leurs intérêts, sans pour autant réclamer un changement brutal de régime.

Il reste que la stratégie de contournement du champ politique (ne touchons pas aux fondements du pouvoir) par le social (faisons en sorte que les droits individuels et la justice sociale soient respectés) n'est pas sans écueil. Ainsi, la logique de défense des droits ne garantit pas le même traitement à chacun : le droit est un produit de la lutte politique. Les classes moyennes auraient la légitimité nécessaire — ne serait-ce que parce qu'elles consomment — pour devenir des piliers de cette démocratisation conservatrice. A l'inverse, les couches sociales défavorisées — les migrants, par exemple — peineraient à se faire entendre et pourraient être tentées par des actions « révolutionnaires ».

Autre chasse-trape : la résistance au changement des bureaucraties locales — et sans doute aussi d'une partie de la haute administration. L'exploitation des migrants ou la mainmise sur l'immobilier génèrent de tels profits que le gouvernement central aura beaucoup de mal à réformer ces pratiques.

Vers un parti de « classes supérieures »

Le Parti communiste chinois (PCC) compte actuellement plus de 70 millions de membres. Il est composé de personnes assez âgées, d'un niveau d'éducation élevé, et essentiellement de sexe masculin : 77 % de ses membres avaient plus de 35 ans en 2006 ; 80,9 % étaient des hommes et 29 % des diplômés du supérieur [8]. On note un fort taux de renouvellement : en quatre ans, de 2002 à 2006, près de 12 millions de personnes ont adhéré [9]. Si les femmes ne semblent pas plus intéresser les dirigeants communistes que par le passé, les jeunes sont devenus une cible majeure pour les campagnes d'adhésion ; 80 % des nouveaux membres ont moins de 35 ans [10].

Toutefois, n'entre pas qui veut, et la sélection se révèle rude. A l'université du Shandong, par exemple, où 91,9 % des élèves de premier cycle ont posé leur candidature, 13,5 % seulement ont été admis. En revanche, 40 % des étudiants de second cycle ont été acceptés [11]. D'après certains étudiants, pour réussir, il faut être bon élève, montrer de l'intérêt pour l'organisation d'activités collectives et avoir une certaine aisance en société. Les tenues vestimentaires originales et les comportements hétérodoxes sont malvenus.

Une campagne d'adhésion a également été lancée en direction des nouvelles catégories sociales, notamment les salariés des 600 000 entreprises étrangères présentes dans le pays [12]. Le PCC compte déjà 2,86 millions d'employeurs et employés d'entreprises privées et 810 000 entrepreneurs indépendants [13] ; 40 % des patrons d'entreprises privées et individuelles en sont membres. « Notre objectif, dit le responsable du Parti d'une petite entreprise, est de le transformer en parti de couches moyennes (zhongchan jiecheng), composé de citoyens de haut niveau : entrepreneurs, salariés et fonctionnaires qui ont des responsabilités, mais aussi des ouvriers migrants qui ont démontré leurs qualités. »

P.-S.

* Paru dans *Le Monde diplomatique*, Édition imprimée — juillet 2008 — Pages 16 et 17.

* Jean-Louis Rocca est sociologue, directeur des Ateliers franco-chinois de Pékin (université Tsinghua) et chargé de recherches au Centre d'études et de recherches internationales - Fondation nationale des sciences politiques (CERI-FNSP), auteur de *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Karthala, Paris, 2006, et de *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de science-po, Paris, 2008.

Notes

[1] Guy Hermet, *Le Passage à la démocratie*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996.

[2] Lire Philippe Videlier, « Des philosophes pour les propriétaires », *Manière de voir*, n° 99, « L'Internationale des riches », juin-juillet 2008.

[3] Ces « migrants » (mingong) sont venus de la campagne, plus ou moins clandestinement, et occupent des emplois peu qualifiés. Leurs droits sont rarement respectés.

[4] Un directeur de bureau cumule les attributions d'un directeur régional et d'un superadjoint au maire.

[5] Cf. « The imaginary of "urban executives" in contemporary China : Some findings », communication de l'auteur au colloque « Asian societies in comparative perspectives », université Yonsei, Séoul (Corée du Sud), 26-27 octobre 2007.

[6] Chen Yingfang, « Puissance d'action et limites institutionnelles : les couches moyennes dans les mouvements urbains », étude en chinois non publiée

[7] Lire le sociologue Sun Liping, « Enrichir le peuple pour accroître la demande intérieure » et « Penser autrement pour refonder l'ordre social », *Nanfang Zhoumo* (« Week-end du Sud »), Canton, respectivement le 16 mars 2006 et le 13 décembre 2007.

[8] Xinhua, Pékin, 19 juin 2006.

[9] Xinhua, 16 juillet 2007.

[10] Xinhua, 2 mai 2006.

[11] Xinhua, 16 juillet 2007.

[12] Chaîne de télévision CCTV5, 19 octobre 2007.

[13] Xinhua, 16 juillet 2007.